JEAN-CLAUDE COLLIARD

Le parti giscardien

Que notre système politico-institutionnel soit entré depuis 1974 dans une période de mutation est de plus en plus une évidence même si, contrairement à ce que l'on pouvait attendre, les élections de 1978, loin d'apporter une réponse claire quant au sens de l'évolution, ont pour l'essentiel enregistré le maintien des situations acquises, avec çà et là quelques simples phénomènes d'érosion ou de sédimentation. Le problème de l'intime articulation entre le Président de la République et la majorité parlementaire, caractéristique fondamentale à notre sens de la Ve République dans sa pratique, reste en suspens. Si M. Giscard d'Estaing veut se retrouver dans une situation de *leadership* politique aussi forte et indiscutable que celle de ses prédécesseurs, il lui faudra tôt ou tard rétablir un système de partis tel que puisse s'y épanouir la prépondérance ou même l'omnipotence présidentielle. Est-ce son dessein ? Sans doute, et en ce cas, si l'on ne peut certainement pas prétendre qu'il y ait échoué, on peut difficilement soutenir qu'il y ait, près de cinq ans après son élection, réussi.

Quelles sont ses perspectives d'action ? A première vue deux, suivant qu'il choisit de s'orienter vers une formule d'articulation président-partis qui se rapproche du modèle finlandais ou qui renoue avec le modèle gaulliste, ces deux types paraissant constituer les deux possibilités et les deux seules pour l'existence d'un véritable régime semi-présidentiel (1). Aller vers le modèle finlandais c'est dénouer les coalitions existantes, ce qui ne paraît pas aujourd'hui impensable, et organiser, si l'on peut dire, un multipartisme non polarisé de manière que la personne du Président de la République

(1) Sur ce point Maurice DUVERGER, *Echec au roi*, Albin Michel, 1978, 250 p., et notre propre formulation, plus restrictive, in *Les régimes parlementaires contemporains*, Presses de la FNSP, 1978, notamment p. 280.

et les grandes orientations qu'il propose constituent le seul pôle de référence autour duquel puisse s'agréger une majorité parlementaire ; cette formule, on peut l'appeler majorité d'idées ou troisième force sans que cela ait grande importance, constitue paraît-il le rêve plus ou moins secret du Président de la République ; elle est examinée par ailleurs, aussi n'est-il pas nécessaire d'y insister davantage.

L'autre possibilité, qui entre beaucoup plus dans nos scbémas actuels de référence, c'est évidemment de créer, comme l'avait fait le général de Gaulle, un parti du Président, dominant dans le système politique, ou en tout cas capable d'être en situation bégémonique à l'intérieur d'une majorité parlementaire par là même stable, cohérente et fidèle, même s'il y subsiste quelques soubresauts ou états d'âme. C'est bien sûr à ce projet que répond la transformation des Républicains indépendants en Parti républicain en 1977 et la mise en place mesurée et progressive de l'UDF depuis le printemps 1978. Quel que soit le partage des rôles entre les deux formations, et il n'est d'ailleurs pas très clairement établi, l'objectif avoué est de créer un grand mouvement giscardien, pour 1981, mais aussi et peut-être surtout pour après. C'est sur cette lente montée en régime du « parti giscardien » que nous voudrions nous interroger ici, sans prétendre le faire de manière exbaustive, mais en essayant de mettre en valeur les ombres et les lumières : s'il faut porter au crédit de ce mouvement — ou de son inspirateur — cette réussite stratégique fondamentale qu'est l'installation de M. Giscard d'Estaing à l'Elysée et le maintien de la majorité en 1978, le reste, même s'il est en rapport de pcu de poids, paraît mériter une appréciation plus nuancée : réorgamsations incessantes du parti, valse des dirigeants, hésitations sur le rôle et les structures, tiraillement dans ce que beaucoup appellent « la nébuleuse UDF », etc. Bref si le parti giscardien c'est d'abord la réussite de la stratégie, c'est aussi le piétinement de la structure, et c'est ce que l'on essaiera de montrer, avant de poser en conclusion quelques questions sur le rôle d'un « parti du Président ».

I. — LA RÉUSSITE DE LA STRATÉGIE

Si c'est surtout sur l'après 1974 qu'il convient d'insister, il faut dire dans un premier temps quelques mots de l'évolution du mouvement, ne serait-ce que pour montrer sur quelles bases il part et avec quelles perspectives : s'être contenté de survivre sous de Gaulle et de rassembler sous Pompidou lui permettra enfin de gouverner sous Giscard d'Estaing.

Survivre sous de Gaulle et rassembler sous Pompidou

Les RI naissent comme groupe parlementaire à l'automne 1962, de la débâcle du CNI aux élections de novembre, en tant que structure d'attente mais avec très vite l'ambition de refaire le terrain perdu, soit en grignotant le gaullisme au niveau parlementaire, c'est la voie longue, soit en propulsant, et après de Gaulle cela peut être rapide, celui qui est devenu le chef de file incontesté des modérés à l'Elysée. Il suffit de rappeler à cet égard que les premières études d'opinion commandées par M. Giscard d'Estaing en ce qui concerne son image de « présidentiable » datent de l'automne 1964 : ces deux fers resteront donc au feu pendant dix ans. On ne retracera pas ici la période 1962-1969 qui s'étend de la demande d'adoption au gaullisme en 1962 à cette sorte de meurtre du père, ou plutôt du beau-père (si l'on en croit les dirigeants UDR de l'époque) que constitue le « Je n'approuverai pas » de M. Giscard d'Estaing au référendum du 27 avril 1969 (2). Ce qui a été tenté et réussi pendant sept ans, c'est d'assurer au jeune ministre des Finances, il n'a en 1962 que 36 ans, un poids certain par l'existence d'une force politique semi-autonome, en attendant la fin de ce que les RI, comme la plupart des hommes politiques, considèrent comme « la parenthèse gaulliste ». Rien n'en témoigne mieux que cette phrase de Jacques Dominati en décembre 1966 : « Etre giscardien aujourd'hui c'est aussi avoir le courage de prévoir les heures difficiles de la nation, le jour où un vieil homme prédestiné pour incarner l'Etat ne sera plus là pour gouverner » (3). Lorsque ce moment arrive, c'est sans doute trop tôt puisque, après avoir hésité, M. Giscard d'Estaing ne se présente pas et rallie Georges Pompidou alors que tout semblait le pousser vers Alain Poher. Pourquoi ? La première explication est que c'était là « le bon choix » pour jouer un rôle de premier plan, comme artisan de la victoire de M. Pompidou, ou comme maître d'œuvre d'une nouvelle majorité parlementaire si M. Poher l'emportait. On ne peut exclure par ailleurs qu'il y ait eu entre Georges Pompidou et lui un accord sur l'avenir, sans bien sûr qu'on puisse savoir si cet éventuel pacte sur succession future était destiné ou non à être respecté.

Avec M. Pompidou à l'Elysée, les RI se sentent plus à l'aise : ils annoncent dès octobre 1970 que leur objectif est de « tirer la majorité sans la déchirer » et d'obtenir 120 députés en 1973 (4) ; dès 1971 ils commencent à rêver à la mise en place d'une grande fédération cen-

(2) Toute la période 1962-1969 est retracée de manière détaillée dans notre étude : *Les républicains indépendants : Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, PUF, 1971, 352 p.
(3) *Combat*, 13 décembre 1966.
(4) *Le Monde*, 9 octobre, et *Le Figaro*, 26 octobre 1970.

triste, formule lancée avec quelque bruit par M. Poniatowski au mois d'août, et qui se poursuivra par toute une série d'appels à l'entrée des centristes d'opposition dans la majorité, et affirment la volonté de faire des RI un vrai parti, ce qui sera leur hantise de 1966 à... 1978, avec le premier Congrès de la formation tenu à Toulouse les 9 et 10 octobre 1971, au soir duquel Valéry Giscard d'Estaing décrète une trêve électorale d'un an. Au sortir de la trêve, dans son discours de Charenton (8 octobre 1972) dont l'attente est soigneusement orchestrée, M. Giscard d'Estaing reprend ces formules de façon plus nuancée en souhaitant que la France soit gouvernée au centre (5).

Si du point de vue arithmétique les élections de 1973 n'apportent aux RI qu'une faible satisfaction, 118 candidats et 54 élus pour 112 et 60 en 1968, elles les replacent en situation d'appoint indispensable et surtout elles apportent une confirmation discrète, et peu remarquée à l'époque, de la justesse de leur stratégie : par des accords judicieux de désistement les réformateurs ont montré qu'ils étaient prêts à rejoindre la majorité pour peu qu'il y ait un prétexte suffisant. Et surtout, dans cette hypothèse, l'ensemble des non-gaullistes de la majorité équilibrerait à peu près celui des gaullistes : si l'on retient les chiffres du ministre de l'Intérieur, 7,01 % de RI + 12,56 % de réformateurs + 3,81 % de CDP donnent 23,38 %, soit un niveau exactement comparable à celui de l'UDR avec ses 24 %. Un candidat aux présidentielles qui saurait agréger autour de lui ce premier ensemble et mordre si peu que ce soit sur le second (d'où la vigueur, pour ne pas dire plus, de la campagne contre Jacques Chaban-Delmas) serait assuré de remporter les primaires.

M. Giscard d'Estaing sait-il à l'époque que la succession risque d'être anticipée ? Non, si l'on en croit l'interview qu'il donne au *Nouvel Observateur* (26 novembre 1973), dans laquelle il se déclare convaincu que le Président Pompidou sollicitera un second mandat, en affirmant qu'il a, quant à lui, des ambitions d'autre nature. Mais tout son comportement laisse à penser qu'il fait à tout le moins comme si : le 21 mai 1973 il a renoncé à la présidence des RI et toute la presse voit là une « mise sur orbite présidentielle », même s'il s'agit d'une orbite d'attente. Les appels à une majorité renouvelée et élargie rythment l'automne et l'hiver. Le 1er mars 1974 les RI annoncent le report de deux mois de leur Congrès prévu pour les 9 et 10 mars, officiellement en raison du changement de Gouvernement, tout en déplorant la modicité et l'absence de signification de celui-ci.

(5) Sur la situation des RI à cette époque, voir notre article Les républicains indépendants. Une veillée d'armes, *Etudes*, novembre 1972, pp. 523-543.

Gouverner sous Giscard d'Estaing

A la mort de Georges Pompidou, le 2 avril, même si le suspense est entretenu pendant quelques jours, il est clair que Valéry Giscard d'Estaing sera candidat. Il ne nous appartient pas de retracer ici cette campagne, mais simplement de relever que, même si le parcours est un peu différent de l'épure initiale, le pari est gagné, largement au premier tour avec 32,6 % des voix contre 15,6 % au candidat gaulliste, de manière beaucoup plus serrée au second tour avec 50,8 % des voix. Mais au soir du 19 mai les RI pensent peu à la marge : l'objectif stratégique essentiel est atteint.

C'est pourtant sans doute l'étroitesse de cette marge qui va peser lourd dans les années à venir, moins sur le Président, mais ceci n'est pas notre problème, que sur son parti, comme frappé d'une incapacité à transformer l'essai marqué. Certes, les RI sont au pouvoir en force. Près de 40 % du Gouvernement Chirac si l'on ajoute les « sans parti » proches d'eux, 53 % du Gouvernement Barre I et 50 % du Gouvernement Barre III dans les mêmes conditions. Mais la traduction sur le terrain est plus hésitante. Bien sûr le but, affirmé par Michel Poniatowski en juin 1974 est de faire « un grand parti national », « majoritaire dans la majorité » (Roger Chinaud, 14 janvier 1975). Même si M. Giscard d'Estaing suit personnellement cette tentative de transformation, en recevant par exemple publiquement les dirigeants du mouvement le 16 janvier 1976, le Congrès de Paris du 31 janvier au 2 février ne marque pas une nette transformation. Pour les RI c'est le temps de la désillusion, dans ce curieux psychodrame des années 1975-1978. Ils reprennent à peine espoir lors de la mutation en « Parti républicain » à Fréjus les 19-20 mai 1977, et Jean-Pierre Soisson semble avoir quelque mal à convaincre ses troupes lorsqu'il affirme : « Nous avons trois cents jours pour gagner. »

En fait le Parti républicain est empêtré dans une difficile contradiction : ce qui est bon pour lui n'est pas forcément bon pour la majorité tout entière, et *vice versa* ; la victoire de la majorité suppose une entente avec le RPR et un pacte efficace de non-agression, mais pour que la majorité soit giscardienne cela suppose un progrès important du PR et de ses alliés, y compris au détriment du gaullisme, donc la multiplication des primaires. Après bien des hésitations, tout en se défendant de fabriquer un front antigaulliste, c'est vers cette situation que l'on s'orientera finalement, le plus discrètement possible, avec la publication à partir du 1er février 1978 de listes de candidats communs, alignés sous le sigle de l'Union pour la Démocratie française, par référence à l'ouvrage publié par le Président de la République à l'automne 1976. Ce qui n'est pour l'heure qu'un cartel élec-

toral n'a qu'un seul but : mettre en commun des efforts dispersés et, comme en 1974, tenter de constituer par une addition de petits courants un pôle aussi fort que le gaullisme.

L'UDF réussit-elle ? Oui, comme le note Alain Lancelot, « en donnant une image réelle d'un objet encore virtuel » et en faisant apparaître le giscardisme comme un courant politique à hauteur des trois autres (6). Oui encore, et bien sûr surtout, dans la mesure où elle parvient à l'unité d'action avec le RPR au second tour et par là à sauver une majorité fort menacée. Non dans la mesure où son résultat est une addition plus qu'une multiplication : 6 007 383 voix soit 21,37 % (chiffres établis pour la métropole par Alain Lancelot dans son article précité), alors que ses différentes composantes avaient réuni 23,38 % en 1973 ; 123 élus pour 119 sortants si l'on s'en tient strictement à l'UDF, 138 élus pour 134 sortants si l'on tient compte de tous les élus « majorité - non RPR », le seul PR passant de 60 sortants à 72 élus. Le progrès n'est pas considérable pour le parti du Président, quelle que soit la forme que l'on retienne. Cependant le rééquilibrage de la majorité est peut-être plus réel qu'il n'y paraît comme le montre la bataille pour le perchoir : le 3 avril M. Chaban-Delmas, paradoxalement candidat de l'UDF contre M. Edgar Faure, non moins paradoxalement candidat du RPR, distance le président sortant par 153 voix contre 136 et l'emporte au deuxième tour. Là encore, comme en 1974, la marge importe peu par rapport au fait brut de la victoire.

A l'issue des élections le parti giscardien conserve le pouvoir, et en ce qui concerne sa propre existence gagne le sursis dont il a besoin pour se réorganiser en profondeur, avec un problème nouveau, l'articulation PR-UDF, mais avec la chance d'avoir à le faire autour de deux échéances électorales qui lui sont *a priori* favorables, les élections européennes de 1979 comme banc d'essai, et les présidentielles de 1981 : trois ans donc pour faire la preuve du caractère opérationnel de sa structure et de sa capacité d'attraction.

II. — LE PIÉTINEMENT DE LA STRUCTURE

Comme cette rapide évocation l'a montré, les RI ne se sentent plus adaptés à l'objectif après 1974, au point d'être obligés à une tentative de mutation, le PR, puis à une formule de substitution, l'UDF, juste avant le choc décisif de 1978. Ce qui frappe, lorsque l'on examine

(6) Alain LANCELOT, L'échec de l'alternance et les chances du renouvellement, *Projet*, juin 1978, n° 126, pp. 718-731, citation p. 724.

l'évolution du mouvement, c'est l'instabilité chronique qui caractérise sa direction, dès lors que l'objectif élyséen est atteint : avec l'élection commence curieusement le temps des orphelins qui débouchera sur la recherche de l'hégémonie sur un ensemble plus large, l'UDF.

Le temps des orphelins

La première période des RI se caractérise par la domination de M. Poniatowski sur ce qui n'est qu'un embryon d'appareil. Apparu comme secrétaire général en avril 1967, il le reste jusqu'à la veille de l'élection présidentielle où lui succède le 8 mars 1974 Michel d'Ornano, ce qui n'a plus guère d'importance puisque la campagne présidentielle s'ouvre le 2 avril et que le député du Val-d'Oise devient tout naturellement l'organisateur de la bataille. Toute la période est marquée par le partage des rôles entre le candidat et son confident : lorsqu'il faut relancer le débat, se distinguer dans la majorité, faire des avances aux centristes d'opposition, M. Poniatowski fait, avec le plus de bruit possible, deux pas en avant : M. Giscard d'Estaing le désavoue mais avec un seul pas en arrière : reste une petite avancée que de fréquentes répétitions transformeront en véritable parcours. A la veille de l'élection présidentielle, quel est l'état des Républicains indépendants ? D'abord des élus : 54 députés, une trentaine de sénateurs sympathisants mais sans groupe officiellement constitué, 375 conseillers généraux, 11 maires de villes de plus de 30 000 habitants sur 192 et, si l'on en croit la FNRI, 34 000 conseillers municipaux ; une implantation complète au niveau des fédérations régionales et des cadres dans tous les départements ; des structures associées comme les Jeunes républicains indépendants qui revendiquent 8 000 adhérents en 1973 et surtout les Clubs Perspectives et Réalités, principaux survivants de la grande période clubiste des années 1960, qui annoncent, à l'automne 1974, 105 clubs et 20 000 membres ; une plate-forme programmatique *Donner un sens à la vie* publiée à la fin de novembre 1972. Tout cela ne fait pas un grand parti même si cela va suffire à l'objectif. Michel Poniatowski reconnaît lui-même en juin 1974 : « Notre appareil était léger avec des structures fragiles et des hommes peu nombreux, conçu pour réaliser, grâce à une pensée conductrice et un chef exceptionnel, le fait présidentiel » (7). L'essentiel en effet était d'accompagner l'ascension de Giscard d'Estaing, et le meilleur atout du mouvement la forte cote dont son leader jouissait dans l'opinion publique. Autrement dit, après le succès de 1974, le parti est au moins à repenser et peut-être même à refaire.

(7) *L'Aurore*, 26 juin 1974.

Pour cela, trois ans seront pratiquement perdus : M. d'Ornano devenu secrétaire général le 8 mars, rentre au Gouvernement et se voit remplacé par Roger Chinaud le 25 juin 1974. Le nouveau secrétaire général annonce la mise en place de 490 unions de circonscriptions pour préparer 1978, mais, avant qu'il ait pu faire ses preuves, le débat entre partis a pris une autre ampleur : Jacques Chirac est devenu secrétaire général de l'UDR le 14 décembre 1974 et pour lui faire face le Président de la République souhaite aligner une personnalité de premier plan. Ce ne peut être que Michel Poniatowski qui devient président du mouvement le 1er février 1975, reprenant ainsi l'ancien titre de M. Giseard d'Estaing avec un nouveau secrétaire général, Jacques Dominati. Le nouveau président rappelle les objectifs, « faire des RI le premier parti de France dans une majorité plus giscardienne », mais semble se heurter aux mêmes difficultés que les directions précédentes : une campagne d'adhésions lancée en avril fixe comme objectif 30 000 adhérents en juin et 50 000 en octobre, ce qui semble indiquer qu'ils n'étaient pas très nombreux jusque-là. A côté du Mouvement jeunes, réorganisé en « Génération sociale et libérale » lors du Congrès constitutif du 28 septembre 1974, est lancée une nouvelle structure « Agir pour l'avenir », sorte de club de sélection et de formation des nouveaux candidats giscardiens. A l'automne, Michel Poniatowski recense triomphalement 30 000 adhérents, plus 20 000 GSL (?), plus 150 Clubs Perspectives et Réalités, tout en annonçant que comme Jacques Chirac, il quitte à la demande du Président de la République la direction effective du parti, le temps de la réorganisation étant terminé. C'est ce qu'il fait le 17 décembre 1975, de manière d'ailleurs très formelle et pour peu de temps : le divorce de l'été 1976 conduit M. Chirac à réorganiser plus en profondeur le gaullisme, il devient président du RPR en décembre et à nouveau il faut lui opposer une personnalité de premier plan, et à nouveau ce sera Michel Poniatowski qui devient, le 2 décembre, président d'un Conseil exécutif qui doit désormais diriger le mouvement, ce qui entraîne une réorganisation des structures, bien que Jacques Dominati reste secrétaire général (8). Cela ne suffit pas à redresser la situation, et après l'échec flagrant des municipales de 1977, aggravé pour les RI par la conquête par Jaeques Chirac de la mairie de Paris, les ministres politiques, MM. Poniatowski et Lecanuet, sont écartés du Gouvernement. Une réorganisation de l'appareil paraît à nouveau nécessaire et M. Poniatowski paraît à la fois trop marqué par les insuccès précédents et trop mal vu des gaullistes pour y procéder dans l'année qui

(8) Voir *Le Monde*, 3 décembre 1976 et 15 janvier 1977.

reste avant 1978 ; M. Dominati, bien que battu lui aussi à Paris, entrant au Gouvernement, le problème de la direction est à nouveau posé. Le 21 avril 1977, c'est M. Soisson qui est pressenti pour être secrétaire général, mais il pose ses conditions qui sont essentiellement d'être le véritable « patron » des RI, fonction que Michel Poniatowski voudrait bien conserver avec son titre de président. Aussi lorsque le secrétaire d'Etat accepte définitivement, le 29 avril, ayant obtenu d'assurer comme il le dit « l'unité de direction des RI », c'est qu'il a reçu du Président de la République carte blanche pour tout changer, y compris les structures, les statuts et jusqu'au sigle : d'où la convocation d'une assemblée extraordinaire du mouvement les 20-21 avril à Fréjus.

De cette assemblée naît un nouveau parti, le Parti républicain, qui applique avec bonheur la formule éprouvée « c'est avec du vieux qu'on fait du neuf ». Pour l'essentiel en effet, la nouveauté consiste à fusionner avec les RI, GSL et « Agir pour l'avenir », bref à faire disparaître les principales créations des années précédentes ; seuls les Clubs Perspectives et Réalités, présidés depuis février 1975 par Jean-Pierre Fourcade, échappent à cette fusion générale. Pour le reste, le nouveau parti présente trois caractéristiques que l'on peut identifier à la suite de Colette Ysmal (9).

— C'est un parti très personnalisé autour de son secrétaire général : la volonté de Jean-Pierre Soisson est manifestement de se poser en face de Jacques Chirac en leader d'envergure nationale, fonction que M. Giscard d'Estaing ne peut plus assumer, que M. Barre dont tout le crédit repose sur le fait « qu'il ne fait pas de politique » ne peut exercer, et que les dirigeants précédents des RI n'ont pas réussi à remplir : d'où les « Allez Jean-Pierre », « Avec Soisson », et la décalque de la démarche du chef du RPR, jusque dans le choix du directeur de cabinet comme numéro deux du parti. A l'évidence tout doit procéder du secrétaire général.

— C'est un petit parti, même s'il prétend vouloir grandir : à Fréjus, pour l'assemblée générale des adhérents, ils sont 5 000 pour 15 000 attendus : on est loin des 100 000 annoncés en novembre 1975, et fin juin 1977 Jean-Pierre Soisson annonce 60 000 adhérents environ (10), chiffre qu'au rappel des précédents on accueillera pour le moins avec circonspection. D'aillcurs un parti qui prévoit dans ses statuts que le secrétaire général est élu par l'Assemblée générale de

(9) Colette YSMAL, Le difficile chemin du Parti républicain, *Projet*, septembre-octobre 1977, n° 118, pp. 945-952.

(10) Interview au *Point* du 27 juin 1977.

tous les adhérents réunis tous les trois ans, s'attend-il vraiment à des centaines de milliers d'adhésions ?

— C'est un parti d'élus dans lequel le fait d'être élu confère un droit à la direction. La domination des parlementaires, toujours aux environs des trois quarts des bureaux politiques successifs caractérisait déjà la FNRI, mais on va là encore plus loin : ainsi le Congrès annuel est composé de tous les élus à partir du niveau de maire de plus de 10 000 habitants, avec comme seuls représentants des adhérents, les membres du bureau politique et les responsables départementaux... qui sont en fait désignés par le secrétaire général. De même le Conseil national qui se réunit au moins trois fois par an est composé des députés, des sénateurs, des représentants des maires, et comme représentants des militants, les présidents des fédérations régionales, et pour « 25 % au plus de personnalités qualifiées ».

Ceci dit, quelle que soit l'originalité de ces statuts proposés par Jean-Pierre Soisson, adoptés sans débat à Fréjus, il paraît indiscutable que le PR réussit à l'automne une certaine percée dans l'opinion publique comme en témoignent ses bons résultats dans le baromètre régulier *Figaro*-SOFRES, et les intentions de vote en sa faveur qui s'établissent à l'automne à 20 % des exprimés, soit à peine moins que le RPR (11), au détriment d'ailleurs des anciens réformateurs.

Pour accompagner cette ascension, le Parti républicain lance un mouvement de jeunes à la fin d'octobre 1977, « Autrement », sorte de résurrection de GSL, adopte le « Projet républicain » les 15-16 octobre avant de le faire suivre le 22 novembre de 21 propositions concrètes sur lesquelles il fondera sa campagne électorale (12). Surtout Jean-Pierre Soisson s'emploie à détendre l'atmosphère avec le RPR et y arrive en partie malgré l'irritation que provoquent chez Jacques Chirac les réunions du « pavillon de musique » de l'hôtel Matignon, où commencent à se négocier les investitures de la future UDF. A l'issue de ces négociations, il apparaît que le PR a consenti des sacrifices, tant à ses alliés qu'au RPR puisqu'il n'aligne en définitive que 198 candidats, à côté de 104 au CDS, 54 radicaux et 35 divers (13), ce qui lui interdit d'emblée d'atteindre les 20 % qu'il était en droit d'espérer. Son score personnel ne dépassera pas 11 % ce qui ne témoigne que d'une aecé-

(11) Sur ces deux points voir SOFRES, *L'opinion française en 1977*, Presses de la FNSP, 1977, pp. 17, 24, 297-298.

(12) *Le Monde*, 24 novembre 1977.

(13) Soit un total de 391, chiffre établi par nous à partir des résultats du *Monde*, avec les incertitudes que cela comporte.

lération assez faible comme le montre le tableau d'ensemble de ces résultats ci-dessous :

L'évolution électorale des RI (1)

RI/PR	1962	1967	1968	1973	1978
Nombre de candidats	44	76	112	118	198
Total voix	737 788	1 385 028	1 838 500	1 681 717	3 042 368
% exprimés	4,0	6,2	8,3	6,9	10,9
Elus	36	42	61	55	72

(1) Calculs personnels concernant — sauf pour les élus — la seule métropole. Pour 1962-1968, voir notre étude précitée, pp. 212-217. Le chiffre des élus est l'effectif du groupe à la formation, sauf pour 1978 où l'on a identifié les PR de l'UDF.

Mais en définitive, peu importe là encore que la progression soit faible : la majorité a tenu, et l'on peut comprendre Jean-Pierre Soisson lorsqu'il proclame à l'issue des élections : « Le pari de Fréjus a été gagné. » Oui, pour l'essentiel, même si le problème de la transformation du PR en « grand parti national » reste entier.

Jean-Pierre Soisson rentrant au Gouvernement, cela va être l'affaire de son successeur, Jacques Blanc, qu'il propose le 13 avril 1978 en lui fixant un cadre d'action précis. Cette désignation sera ratifiée par le bureau politique puis par la Convention nationale du PR qui se réunit le 21 mai à Fréjus et approuve par ailleurs l'entrée du parti dans l'UDF. Le nouveau secrétaire général constitue son équipe, avec en particulier Mme Scrivener et Hervé de Charette, réorganise le bureau politique au début du mois de juin avant de formuler à sa manière l'ambition rituelle en affirmant le 7 septembre que « le Parti républicain doit devenir un grand et puissant parti populaire », et de mettre en avant le thème de la solidarité, mot qui a d'ailleurs des connotations ambiguës. A son tour il tente d'imprimer sa marque au parti en remaniant la direction, le 14 septembre 1978, ce pour limiter sensiblement les tâches du délégué général, M. de Charette, qui avait semble-t-il pris une importance excessive durant l'été, et en se sentant obligé de démentir les bruits qui commencent déjà à courir sur son éventuel départ. Comme ses prédécesseurs en effet le cinquième secrétaire général des giscardiens depuis l'élection présidentielle semble éprouver quelque mal à percer comme leader politique à part entière. Sans qu'il soit ici question de se prononcer sur les qualités

de l'homme, on peut simplement se demander si la chose est possible pour le « chef » d'un parti qui se veut avant tout légitimiste, selon une expression de Jean-Pierre Soisson, et dont la véritable direction est pour le moyen terme à l'Elysée et pour le quotidien à Matignon. Le temps des orphelins n'est pas près de finir même si le PR se trouve pour l'heure confronté à un délicat problème de structure, sa situation à l'intérieur de l'UDF.

L'hégémonie dans l'UDF ?

Si le problème général des giscardiens est de s'assurer l'hégémonie dans la majorité, le problème plus spécifique du PR est évidemment de s'assurer une hégémonie, ou au moins une situation dominante, dans l'UDF, situation à laquelle il s'estime destiné tant par sa qualité de parti d'origine du Président que par son caractère de « noyau dur » de l'ensemble, selon une expression de Jacques Blanc (14). Au départ, en février 1978, l'UDF était un simple cartel électoral dans lequel se retrouvaient Parti républicain, CDS, Radicaux, Clubs Perspectives et Réalités plus quelques petites formations secondaires ou individualités. Pour apparaître comme cet objet réel dont parlait Alain Lancelot, il a bien fallu imaginer quelques structures simples, un Conseil politique mis en place le 3 mars, et dont Jean Lecanuet devient président le 23, un délégué général, Michel Pinton, et les locaux. Mais lorsque l'Union se retrouve à la suite des élections de mars flanquée d'un groupe parlementaire unique de 123 députés, bientôt accompagné d'un intergroupe sénatorial de 109 membres, sans compter un fort réseau d'élus locaux, le problème de sa nature se trouve posé. Faut-il laisser le cartel en sommeil ou au seul niveau parlementaire jusqu'aux prochaines élections, ou faut-il en faire autre chose, et quoi qui puisse être acceptable par toutes les composantes ?

Il a manifestement été choisi de ne pas avoir une conception doctrinale de la chose, mais plutôt une attitude existentialiste, l'important étant de mettre en place des structures même légères pour apprendre dans un premier temps à vivre ensemble : d'où la mise en place de conseils départementaux, avec un président élu, mais aussi un délégué nommé par Paris, opération à peu près achevée à l'automne 1978, le lancement de moyens d'expression, une lettre quotidienne *UDF 1* et un bimensuel *UDF Scope* pour les conseils départementaux, avec une campagne en faveur des adhésions directes (lancée quelques jours après celle propre au PR), l'élargisse-

(14) Dans une lettre aux présidents des fédérations départementales RI, le 12 juillet 1978.

ment du conseil politique destiné surtout à faire rentrer Michel Poniatowski, arrivée saluée sans plaisir excessif par les dirigeants du CDS, et la tenue d'un Premier Congrès à Paris du 16 au 18 janvier 1979. Que ce Congrès ait émis quelques réserves sur la politique de M. Barre et proposé la création d'un impôt sur la fortune tout de suite repoussé par le Gouvernement n'a pas finalement grande importance. L'accord s'est fait sur l'Europe, sur le fond, en laissant quelque peu de côté le document établi par le ministre du Commerce extérieur Jean-François Deniau, mais surtout sur l'établissement d'une liste eommune de candidats et la procédure de constitution de cette liste, même si le choix de l'Elysée en faveur de Mme Veil comme tête de liste ne suscite pas l'enthousiasme de tous les centristes. L'important est que ceux-ci aient accepté la liste commune après avoir agité pendant quelques jours à la fin du mois de janvier l'idée d'une liste séparée, comme pour faire monter les enchères. Le fait d'aller ensemble à cette bataille est évidemment essentiel.

Même si cette attitude amène à ne pas vouloir trancher le débat sur l'avenir de l'alliance, celui-ci reste néanmoins posé. On n'en est plus au simple cartel, on est encore dans une confédération puisque l'accord, au moins des grands partenaires, est nécessaire, ira-t-on jusqu'à la fédération, voire même jusqu'à la fusion, ce que semblait souhaiter le président Lecanuet lorsqu'il déclarait, le 26 juillet, que « la disparition des partis constitutifs n'aurait aucune importance », mais que rejettent avec vigueur les dirigeants des partis, Jacques Blanc et André Diligent notamment. En fait il est assez piquant de constater que, même si Michel Pinton voit là « une fédération de type nouveau » (15), l'UDF retrouve à peu de chose près les problèmes que la FGDS avait connus dix ans plus tôt : même idée chez les promoteurs de la fusion de hâter l'opération par un flot d'adhésions directes, même réticence chez les leaders de partis à abandonner leur spécificité. Pour le CDS c'est abandonner une partie de son message et son héritage démocrate-chrétien, pour le PR c'est risquer de perdre sa prééminence dans un ensemble qu'il n'est pas sûr de contrôler. D'où de longues négociations en perspective avec un maître-mot, ici en 1979 comme là-bas en 1968, pondération, pondération... La différence essentielle est évidemment qu'il y a pour l'UDF la volonté du Président de la République, mais celle-ci paraît justement aujourd'hui mal arrêtée sur la question. S'il faut risquer un pari, disons que le fait de mener en commun la bataille européenne avant de se retrouver

(15) L'UDF ou une nouvelle manière de faire de la politique, *Le Figaro*, 8 juillet 1978.

tout de suite et encore ensemble pour les présidentielles de 1981 devrait logiquement pousser au moins à une étroite fédération. Déjà la préparation des cantonales va dans ce sens, mais la réponse n'est sans doute pas immédiate.

Cela amène pour conclure à s'interroger sur le point de savoir ce qu'est dans notre système politique le parti du Président, notion qui n'a pas grand sens dans la totalité des autres démocraties occidentales. Pendant la période gaulliste le débat a été occulté par le fait que cette éventuelle notion se trouvait incluse dans celle plus vaste de parti dominant ; il n'en va plus de même aujourd'hui. Le parti du Président doit se définir surtout par le fait qu'il est capable d'assurer le relais, de médiatiser le message présidentiel vers une série de lieux politiques, le Parlement, et c'est l'aspect le plus évident auquel la situation de domination répondait jusqu'à présent, les élus locaux, mais le fait que l'UNR n'y ait pas réussi n'avait finalement pas grande importance et l'UDF paraît mieux armée pour cela, et l'opinion, soit passive soit active, ce que le gaullisme savait faire dans les grandes occasions. Il est significatif à cet égard que les RI aient envisagé en avril 1976 une grande manifestation de masse au Champ-de-Mars pour le deuxième anniversaire de l'élection présidentielle, projet qui devait se heurter au veto de l'Elysée devant la crainte d'un fiasco. On peut relever dans le même sens ce perpétuel complexe de ne pas être un parti de masse, voir les chiffres d'adhérents annoncés, comme si c'était indispensable à un parti modéré pour réussir.

Certes, on peut penser finalement que le Président peut se passer d'un tel relais et s'adresser directement à l'opinion. On peut imaginer que, de même que la science politique des années 1960-1970 s'émerveillait de la différenee entre le gaullisme présidentiel et le gaullisme législatif, celle des années 1980 puisse identifier un giscardisme présidentiel qui n'aurait pas grand besoin d'un giscardisme législatif, et les intentions de vote actuelles vont dans ce sens. Néanmoins on sait que les courbes ont tendance à se rejoindre à un niveau moyen qui n'est pas forcément suffisant. Remarquons en outre que cette différence peut aboutir à priver le Président d'un certain nombre de ses armes constitutionnelles dans la mesure où elle rend le référendum pratiquement impossible et la dissolution fort hasardeuse. Si donc, un tel parti est nécessaire pour rétablir dans son intégralité le système politico-institutionnel du gaullisme, il reste à le fabriquer ce qui n'est pas le plus simple. Sera-ce le PR ou l'UDF ? Le premier bien faible encore, même après 1978, ne peut y arriver, comme l'avait fait le

gaullisme, qu'en dévorant ses partenaires, d'abord les plus proches, puis les plus éloignés, ce qui n'était pas possible jusqu'en 1978 en raison de la possibilité très présente d'une victoire de la gauche et recèle encore de réelles difficultés. L'UDF peut sans doute y parvenir plus facilement, mais cela suppose que les orphelins se reconnaissent comme tels, ou, ce qui revient au même, que la consigne de l'Elysée soit impérative. Gageons que pour ce parti comme pour tous les autres, les élections européennes constitueront l'épreuve de vérité à partir de laquelle les cartes seront distribuées pour 1981.